

## Baromètre syndical des enseignants: une "rupture" de la confiance cette année

Paris, 14 mai 2019 (AFP) -

"Un réel effet de rupture de la confiance" entre les personnels de l'éducation et leur ministre Jean-Michel Blanquer: voici ce que montre le baromètre annuel de la fédération Unsa-Education publié mardi, selon son secrétaire général Frédéric Marchand.

Ce baromètre, publié pour la 7ème année consécutive, montre une chute inédite du taux de satisfaction des personnels de l'éducation et notamment des enseignants, qui continuent cependant très largement à "aimer" leur métier (92,7%) et "heureux de l'exercer" (78,7%).

Mais à peine plus de 10% se disent "en accord avec les choix politiques", soit deux fois moins que lors de l'enquête de 2018. Et ils ne sont que 35% à "ressentir de la reconnaissance et du respect dans leur pratique professionnelle", dix points de moins qu'il y a un an.

Le questionnaire, auquel ont répondu 25.830 personnels de l'éducation, dont moins de la moitié se disent syndiqués ou sympathisants de l'Unsa-Education, a été réalisé en mars 2019, alors que commençait à monter la grogne dans les écoles, collèges et lycées sur la loi "pour une école de la confiance", actuellement discutée au Sénat, et la réforme du lycée.

"Pour la première fois depuis la création de ce baromètre, les résultats marquent un véritable changement, avec un réel effet de rupture dans la confiance" accordée au ministre de l'Education, a déclaré Frédéric Marchand lors d'un point presse.

Parmi tous les métiers de l'Education nationale, la rupture est particulièrement prononcée chez les enseignants, dont seulement 6,5% se disent en accord avec les choix politiques dans leur secteur d'activité.

"Nous avons alerté le ministère depuis septembre sur ce fossé qui se creuse", a indiqué Frédéric Marchand. Jean-Michel Blanquer "n'a pas obtenu le soutien de ceux qui critiquaient" la précédente ministre de l'Education, Najat Vallaud-Belkacem, "ni de ceux qui la soutenaient", ajoute-t-il. "Aujourd'hui, il ne reste plus grand monde. Il faut pourtant recréer un lien".

Les causes de ce malaise? "Le rythme élevé des réformes, l'impression de ne pas être consultés, écoutés, accompagnés", selon le représentant de ce syndicat dit "réformiste".

S'il "comprend" que le ministre "ait la volonté d'avancer", il regrette que ce dernier, doué pour la communication à l'égard de l'opinion publique, n'écoute pas les signaux d'alerte venus des personnels.

"Il a fallu attendre que ce soit le feu partout" pour que Jean-Michel Blanquer accepte par exemple de revoir l'article de loi sur la création d'établissements publics des savoirs fondamentaux, un des points les plus polémiques de sa loi, note-t-il. "Il faut aussi à un moment arrêter de vouloir tout bouger tout le temps", ajoute-t-il.

fmp/blb/it

Afp le 14 mai 19 à 12 46.